

## AVIS INTER-ACADEMIQUE

*Déclaration de l'Académie de médecine, de l'Académie des sciences, de l'Académie de pharmacie  
et de l'Académie vétérinaire de France relative à l'Initiative Citoyenne Européenne (I.C.E.)  
demandant l'arrêt de toute expérimentation animale en Europe.*

**À la suite de l'Initiative Citoyenne Européenne visant à interdire l'expérimentation animale, l'Académie Vétérinaire de France s'est associée à la rédaction d'un Avis inter-académique adressé au Président du parlement européen par Monsieur le secrétaire perpétuel de l'Académie Nationale de Médecine.**

**Vous trouverez ci-après le texte de cet AVIS et la réponse de Monsieur le Président du parlement européen**

**C. DUMON**

À la suite de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) «stop vivisection», visant à interdire en Europe, toute expérimentation animale et à abroger la directive européenne 2010/63 qui régit l'usage des animaux à des fins scientifiques, l'Académie de médecine, l'Académie des sciences, l'Académie de pharmacie et l'Académie vétérinaire de France rappellent que :

- a / La directive 2010/63 exige des chercheurs le respect de règles strictes en matière de protection et de bien-être animal.
- b / Des méthodes alternatives n'impliquant pas l'utilisation d'animaux sont utilisées dans tous les cas où il est scientifiquement possible d'y avoir recours.
- c / Ces méthodes ne permettent pas de remplacer tous les essais et recherches sur l'animal. A titre d'exemple, aucune méthode alternative connue ne permet de comprendre les interactions existant entre les organes ou de reproduire les différentes fonctions d'un même organe. C'est la raison pour laquelle, il est nécessaire d'avoir recours à l'animal dans son intégrité et sa complexité. Renoncer actuellement à l'expérimentation animale serait consentir à renoncer à tout progrès en matière de santé de l'homme et de l'animal.
- d / Il convient de rappeler que l'expérimentation animale constitue également une nécessité pour les progrès en matière de santé des animaux (notamment des animaux de loisirs et des animaux d'élevage).
- e / Il n'est pas exact de laisser croire à l'inutilité de l'expérimentation animale sous prétexte que les hommes et les animaux diffèrent physiologiquement. Certes l'homme est différent de l'animal mais rappelons la grande similitude entre les gènes d'une souris et celle d'un humain.

Les grands progrès en matière de médecine humaine ont été réalisés grâce à l'expérimentation animale et les progrès futurs sont conditionnés par ce type de recherche. Il est difficile de penser que les citoyens européens soient en faveur de l'arrêt des recherches en cours sur des maladies aussi graves que le cancer, la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, et beaucoup d'autres sources de souffrances humaines.

Pour toutes ces raisons, les académies scientifiques françaises sus-désignées appellent l'attention du Parlement européen et de la Commission européenne sur la nécessité de maintenir la possibilité en Europe d'une utilisation des animaux à des fins scientifiques, selon la réglementation en vigueur, qui allie cette possibilité au maintien du respect de l'éthique visant la protection animale.

### **Réponse de Monsieur le Président du Parlement Européen à Monsieur le secrétaire perpétuel de l'Académie Nationale de Médecine**

Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Je vous remercie pour votre courrier du 22 mai 2015 adressé au Président du Parlement européen relatif à l'initiative citoyenne européenne (ICE) Stop Vivisection!. Le Président l'a lu avec attention et il m'a demandé de répondre en son nom.

Comme vous le savez probablement, le Parlement européen a organisé le 11 mai 2015 une audition publique sur cette initiative citoyenne. Conformément à la législation européenne en vigueur relative aux initiatives citoyennes (et plus précisément l'article 11 du règlement 211/2011), « les organisateurs se voient accorder la possibilité de présenter l'initiative citoyenne lors d'une audition publique » au Parlement européen. Par l'organisation d'un tel événement, nous respectons une obligation à la fois légale et politique, celle de permettre au public de présenter une initiative réunissant près de 1.2 million de signatures issues de 26 États membres.

L'audition publique, organisée par la Commission Agriculture et développement rural, en association avec la Commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire, la Commission Industrie, recherche et énergie et enfin la Commission des Pétitions, a été une vive occasion durant laquelle différentes opinions ont été exprimées, y compris celles exposées dans votre courrier. L'audition a été enregistrée et peut-être visionnée sur notre site internet au lien suivant: <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/committees/video?event=20150511-1500-COMMITTEE-AGRI-ENVI-ITRE-PETI>.

Pour assurer un débat équilibré, le Parlement a invité MM. Gianni TAMINO et Claude REISS, organisateurs de l'initiative citoyenne, ainsi que Dr. Jean Greek de Americans for Medical Advancement (AFMA), Mme Emily McIVOR de Humane Society International et Dr. Françoise BARRÉ-SINOUSI, lauréate du Prix Nobel de physiologie ou médecine 2008. Les scientifiques pouvaient ainsi présenter leurs points de vue. Comme vous le savez peut-être déjà, Dr. Françoise BARRÉ-SINOUSI, lauréate du Prix Nobel, a particulièrement souligné l'importance de la recherche animale dans l'avancement de la médecine et dans le développement de nouveaux médicaments et traitements.

Par ailleurs, un rapport d'initiative sur l'initiative citoyenne est actuellement rédigé par la Commission des Affaires constitutionnelles, en association avec la Commission des Pétitions.

M. György SCHÖPFLIN, rapporteur, propose que les auditions publiques mentionnées ci-dessus soient organisées par une commission neutre qui n'ait pas la responsabilité principale du sujet.

Enfin, dans sa communication écrite (qui est la réponse à l'ICE <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/financed/answered>) du 3 juin 2015 en conformité avec l'Article 10 du règlement précité, la Commission européenne souligne que l'expérimentation animale est importante pour la protection de la santé des citoyens et animaux. La directive 2010/63/UE constitue un instrument indispensable pour protéger les animaux qui doivent encore être utilisés. La Commission n'a donc pas l'intention de proposer une proposition qui abrogerait cette directive ou qui présenterait un nouveau cadre législatif. La Commission assure également qu'elle restera en concertation avec la communauté scientifique européenne et internationale pour trouver des méthodes d'expérimentation alternatives et elle devrait organiser une conférence à la fin de l'année 2016 pour discuter d'une telle progression.

Veuillez noter que la législation européenne relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques (directive 2010/63/EU) ne peut qu'être modifiée selon la procédure législative ordinaire de l'Union européenne, avec la pleine participation du Parlement européen. Nous ne sommes actuellement pas engagés dans une révision de la directive 2010/63/EU mais dans un débat politique relatif à son contenu et à ses effets, débat résultant de l'initiative citoyenne Stop Vivisection!.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire perpétuel, l'expression de mes sentiments distingués.

Paulina Boveigton-Fauran  
European Parliament  
Cabinet of the President